

## Engagement et résilience des jeunes contre l'extrémisme violent au Sahel

*Organisé par le Centre international de lutte contre le terrorisme, le Centre mondial pour la sécurité en coopération et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice*

*En collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark*

**Mardi 24 septembre | 16h00 - 17h30**  
**New York**

### Note conceptuelle

Les pays de la région du Sahel sont aux prises avec l'extrémisme violent à divers degrés - c'est un phénomène relativement nouveau pour certains, alors que pour d'autres, il s'agit d'un défi permanent et en pleine évolution. Plusieurs caractéristiques et griefs structurels sont communs à la région, dont certains touchent particulièrement les jeunes, notamment la mauvaise gouvernance, le taux de chômage élevé et le manque d'opportunités. De nombreuses recherches ont porté sur les facteurs complexes et interdépendants qui influent sur la participation des jeunes à l'extrémisme violent, notamment le sentiment d'appartenance et de reconnaissance face à une augmentation des griefs personnels et de groupe. Cependant, une moindre attention a été accordée au rôle déterminant que les jeunes jouent en tant que leaders d'organisations de la société civile, membres actifs du gouvernement et défenseurs de la justice sociale. Les jeunes ne doivent pas être considérés comme un handicap, vulnérables à la radicalisation et au recrutement de groupes extrémistes violents, mais comme des partenaires essentiels et actifs pour renforcer la résilience de la communauté et faire progresser les objectifs de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV). Dans ces rôles, les jeunes s'engagent afin de trouver des alternatives à la violence, en renforçant par exemple, les capacités de résistance des communautés, en développant des communications stratégiques ainsi qu'en facilitant la guérison posttraumatique et la réconciliation. Par conséquent, les jeunes devraient être considérés parmi les acteurs les plus puissants dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Au cours des dernières années, l'augmentation significative de l'insurrection violente et les efforts de recrutement de groupes extrémistes dans la région du Sahel ont suscité de plus en plus d'inquiétudes ([S/2019/570](#)). Une gouvernance faible, des frontières poreuses, des tensions ethniques croissantes et un taux de chômage élevé - en particulier chez les jeunes - ont créé un environnement propice à la prolifération des organisations terroristes. Des conflits locaux préexistants ont servi à attirer des combattants étrangers originaires de la région ou liés à celle-ci, et des groupes tels qu'Al-Qaïda et l'État islamique ont commencé à s'immiscer dans le conflit et à s'organiser en opposition aux gouvernements afin d'exploiter et d'accroître l'instabilité dans la région et au-delà. La sécurité dans l'ensemble du Sahel est d'autant plus compromise par la collaboration entre des groupes terroristes et des réseaux criminels, notamment des trafiquants de drogue et d'armes, générant des flux d'argent et d'armes importants. Malgré les stratégies multiples et les investissements importants, les attaques de groupes extrémistes se produisent de plus en plus fréquemment.

La démographie des pays du Sahel est fortement orientée vers la jeunesse. En effet, la population des moins de 24 ans atteint 65% au Burkina Faso, 68% au Niger et près de 70% au Mali. Les jeunes représentant une majorité de la population, la question de la réduction de la vulnérabilité et du renforcement de la résilience des jeunes contre l'extrémisme violent est donc une priorité politique pour les gouvernements de la région. En effet, il y a eu un changement d'orientation, d'une approche à court terme axées sur la sécurité vers une approche à long terme, valorisant des initiatives de développement communautaires qui incluent le

placement de jeunes à des postes décisionnels dans la vie politique, économique et publique. De telles approches peuvent servir à donner aux jeunes les moyens de contribuer plus efficacement aux efforts de PEV et de stabilisation.

La nécessité de placer les jeunes au premier plan de ces efforts et de les engager dans le renforcement de la résilience des communautés a été largement reconnue par la communauté internationale, y compris par le biais de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, et a été reflétée dans des documents politiques clés tels que les conclusions du Conseil européen sur la lutte contre le terrorisme (2015) et la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies ([SCR 2250](#)) sur la jeunesse, la paix et la sécurité, dans lequel les États membres sont invités à reconnaître la jeunesse en tant qu'agents positifs du changement dans les efforts de consolidation de la paix et de sécurité. La résolution reconnaît les jeunes femmes et les jeunes hommes en tant qu'acteurs essentiels dans la prévention des conflits et le maintien de la paix. Le G5 Sahel a donné la priorité au rôle des jeunes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, notamment en élaborant une Stratégie Intégrée de la Jeunesse afin de garantir la participation des jeunes dans les approches de paix et de sécurité dans la région.

Au Sahel, un ensemble d'acteurs internationaux et de la société civile mettent en œuvre des projets et renforcent la capacité des acteurs locaux afin de soutenir et engager les jeunes et empêcher leur radicalisation ou leur recrutement par des groupes terroristes ou d'autres groupes armés. Ces interventions reflètent l'importance de l'émancipation et de la responsabilisation des jeunes en résilience face à l'extrémisme violent, et ceci, tant au niveau individuel que communautaire.

### **A propos de l'événement**

Dans le contexte de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT), le Global Center on Cooperative Security (Global Center) et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères du Danemark, réuniront un panel composé de jeunes leaders du Sahel, des parties prenantes travaillant dans ou sur la région, ainsi que des experts, des représentants de la société civile et des responsables gouvernementaux pour discuter du rôle important que jouent les jeunes pour mettre fin à l'extrémisme violent dans la région du Sahel, ainsi que des interventions et programmes prometteurs actuellement mis en œuvre.

Cet événement a pour but (1) de permettre de mieux comprendre le point de vue des jeunes sahéliens sur les questions de radicalisation et d'extrémisme menant à la violence, ainsi que les facteurs qui contribuent à leur résilience face à l'extrémisme violent; (2) d'identifier les bonnes pratiques / pratiques prometteuses utilisées pour renforcer la résilience face à l'extrémisme violent chez les jeunes de la région; et (3) de donner aux partenaires internationaux l'occasion d'explorer des pistes pour soutenir ou rejoindre le réseau plus vaste d'organisations partenaires travaillant dans la région. Un document final mettant en évidence les meilleures pratiques sera produit et diffusé à la suite de l'événement.

### **Projets associés mis en œuvre par les organisateurs**

L'ICCT et l'UNICRI exécutent actuellement le projet [MERIT](#), financé par le Fonds pour la paix et la stabilisation du gouvernement du Danemark, visant à engager et à responsabiliser les jeunes femmes et hommes au travers de connaissances, compétences et valeurs nécessaires pour combler le fossé entre les différents groupes ethniques, les communautés urbaines et rurales et entre les jeunes et les générations plus âgées. Ce faisant, le projet a pour but de créer une résilience au sein de la communauté, de développer des capacités de pensée critique et de contribuer à un sens de la citoyenneté.

ICCT et le Global Center ont précédemment collaboré sur une initiative de deux ans et demi, [Engager les acteurs de la société civile dans la réhabilitation et la réinsertion des délinquants extrémistes violents et des combattants terroristes étrangers de retour dans le pays](#), axée sur le travail des organisations de la société

civile pour soutenir la réhabilitation et la réinsertion des délinquants extrémistes violents, les victimes de violence, et les communautés affectées dans le Sahel, la Corne de l'Afrique et l'Asie du Sud-Est.

UNICRI met également en œuvre un [Projet pilote de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans la région du Sahel-Maghreb](#) afin de construire la résilience au sein de la société et de contribuer à la résolution des problèmes fondamentaux aux niveaux local et national.

Global Center renforce les capacités des acteurs de la société civile en matière de réhabilitation et de réinsertion des personnes impliquées dans et touchées par le terrorisme, à travers un [programme d'octroi de petites subventions](#). De plus, il travaille en partenariat avec Carefronting-Nigeria et le Kenya Community Support Centre pour mettre en œuvre un [projet](#) financé par le Département d'État Américain visant à habiliter les jeunes leaders à lutter contre l'extrémisme violent et à promouvoir des communautés résilientes dans le nord-est du Nigéria et sur la côte kényane.